

Du 26 juin 1950.

A Monsieur le Ministre Walter Stucki

Comme je vous en avais informé, j'ai eu ce matin un entretien avec l'Ambassadeur de France, qui venait simplement me donner quelques indications sur les réactions provoquées par la conversation que vous avez eue vendredi dernier avec lui-même et les Ministres de Grande-Bretagne et des Etats-Unis. L'Ambassadeur m'a déclaré en particulier que les collaborateurs de l'Ambassade et des deux Légations qui s'occupent plus spécialement de l'Accord de Washington ont été très surpris et considèrent qu'il y a un changement d'attitude du côté suisse. Ils se fondent pour cela notamment sur un passage de votre lettre du 11 juin 1949, d'après lequel les autorités suisses ne considéreraient pas comme une condition sine qua non une entente préalable sur les conflits de séquestre. Aujourd'hui, un accord général est subordonné à un règlement préalable des conflits de séquestre avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Cela m'a donné l'occasion de revenir sur la lettre de l'Ambassadeur du 22 juin et sur la déclaration de M. Vaidie. J'ai observé que cette déclaration était formellement contestée et que M. Hay en particulier affirmait que M. Vaidie s'était exprimé autrement qu'il ne le prétend aujourd'hui.

J'ai ajouté que les questions en suspens formaient un tout et qu'il me serait très difficile de soumettre à la ratification du Conseil fédéral un accord qui laisserait ouverte celle des conflits de séquestre; qu'il était nécessaire que nous eussions des garanties

./.



et que nous ne pouvions pas nous exposer au risque qu'après que nous ayons commencé la liquidation des avoirs allemands on nous dise que les conflits de séquestre ne présentent plus d'intérêt et que l'on refuse de chercher une solution à ce problème.

Les trois Gouvernements n'ont pas encore donné leurs instructions. Il semble que du côté français et britannique, on soit enclin à commencer les négociations malgré la réserve faite par la Suisse sur les conflits de séquestre. En revanche, la Légation des Etats-Unis n'a pas voulu se prononcer jusqu'à présent.

Il n'y a qu'à attendre les réponses de l'Ambassadeur et des deux Ministres. Mon entretien avec M. Hoppenot n'appelle aucune nouvelle démarche de notre part.